Origine et fondements de l’égalité

par Lionel Kesztenbaum

Dans une grande fresque sur le développement des inégalités de la préhistoire à nos jours, l’historien Walter Scheidel soutient que seule la violence a pu rendre les sociétés plus égalitaires. Une étude érudite mais limitée aux seules inégalités économiques et à un ou deux indicateurs simplistes.

À propos de : Walter Scheidel, *The great leveler: violence and the history of inequality from the Stone Age to the twenty-first century*. The Princeton economic history of the Western world. Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 2017.

Le succès de [l’ouvrage de Thomas Piketty, sorti en 2013](http://www.laviedesidees.fr/Le-patrimoine-au-XXIe-siecle.html) a contribué à faire des inégalités économiques une des questions brulantes de ce début de XXIe siècle, à l’aune de laquelle sont commentés les événements du monde, comme, récemment, l’élection de Donald Trump à la Maison Blanche ou le vote du Brexit par le Royaume-Uni. Les nombreux travaux sur le sujet mettent en évidence l’accroissement des inégalités durant les dernières décennies sans toutefois offrir beaucoup de remèdes. Ce livre se propose de chercher dans l’histoire les solutions à l’augmentation des inégalités ou, plus précisément, de situer les moments où elles ont diminué. Pour cela, Walter Scheidel, historien de l’antiquité à l’université de Stanford, n’a aucun mal à remonter très loin dans le temps aussi bien en amont de son domaine de spécialité – l’histoire de l’Empire romain – qu’au-delà pour écrire une histoire des inégalités de la préhistoire à l’Europe du XXIe siècle en passant par la Chine des Tang ou la Russie de la révolution d’Octobre.

Comme l’affirme immédiatement le titre, la thèse principale de l’auteur est que seule la violence a permis, historiquement, de réduire les inégalités. L’argument central de l’ouvrage peut ainsi être aisément résumé : les inégalités économiques sont toujours – c’est-à-dire de tout temps et en tout lieu – considérables et seuls des bouleversements massifs et violents de l’ordre établi (« *massive and violent disruptions of the established order* », p. 443) peuvent les faire diminuer, le plus souvent temporairement. L’ouvrage détaille ces chocs classés en quatre groupes – la guerre de masse, la révolution, l’effondrement d’un État ou les pandémies meurtrières – par analogie avec les quatre cavaliers de l’apocalypse, qui deviennent, sous la plume de Scheidel, les quatre cavaliers du nivellement (« the Four Horsemen of Leveling »).

Les inégalités économiques, des grands singes à nos jours

Le livre se présente comme une vaste synthèse du savoir actuel sur les inégalités et, sans apporter de données ou d’analyses nouvelles, s’appuie sur la présentation et la discussion de centaines d’articles et d’ouvrages portant sur les inégalités – abordées ici exclusivement sous leur angle économique – à travers l’histoire. L’assemblage de ces travaux, soigneusement présentés, judicieusement analysés et mis en regard les uns avec les autres, est assurément l’apport principal de l’ouvrage.

On commence chez les grands singes d’Afrique chez lesquels l’inégalité, mesurée par le dimorphisme (différence de taille) entre individus semble considérable, résultat de la vie en collectivité avec quelques mâles dominants entourés d’un harem de femelles et de mâles inférieurs dominés (d’autres primates vivants en solitaire, gibbons ou orang-outan par exemple, présentent des différences de taille bien plus faibles). Les changements anatomiques et le développement du cerveau chez les premiers hommes facilitent la coopération et l’invention d’armes de jet qui tendent à égaliser les rapports de force. Les inégalités chez les chasseurs-cueilleurs sont alors très faibles car la coopération au sein du groupe a réduit les inégalités présentes chez les primates tandis que celles produites par le développement de la propriété ne sont pas encore apparues.

Les inégalités se développent avec la possibilité d’accumuler des actifs[[1]](#footnote-1), possibilité que l’agriculture et l’élevage (et, bien plus tard, la révolution industrielle) démultiplient dans des proportions inédites. Ici, comme souvent dans le livre, Walter Scheidel fait preuve d’une grande prudence et souligne que plusieurs chemins peuvent conduire à une hausse des inégalités, la domestication des plantes ou des animaux étant seulement le plus connu (sans doute car le plus répandu). Ainsi l’abondance de certaines ressources concentrées sur une zone réduite (il prend l’exemple de ruisseaux à saumons exploités en Colombie Britannique actuelle vers -500) ou la possession de certains avantages (des chevaux de meilleure qualité chez les Comanches) peuvent entraîner le développement d’une hiérarchie, même modeste, dans des sociétés qui ne pratiquent ni l’élevage ni l’agriculture.

*In fine*, deux éléments importants conditionnent le niveau d’inégalité dans une société donnée : les droits de propriété des actifs (terre et bétail initialement) et la possibilité de transmettre le capital accumulé d’une génération à l’autre. Le développement des inégalités est un processus long et progressif qui varie également selon le contexte (notamment écologique), ce qui explique la diversité des sociétés pré-moderne et la présence dans une même période historique de structures sociales et politiques très diverses. De même, il subsiste une hétérogénéité considérable même parmi les sociétés ayant adopté l’agriculture, par exemple selon le type de plante cultivée.

À partir de ce moment initial, entre la fin du dernier âge de glace et le début de la période Holocène – que Scheidel nomme la grande ‘déségalisation’ (« *the great disequalization* ») – les inégalités explosent et ne diminueront plus ensuite que dans des moments exceptionnels, sous l’influence de la violence, le seul grand ‘compresseur’ (« î » qui donne son titre à l’ouvrage), qui se décline sous quatre formes.

Les cavaliers de l’apocalypse

Le Japon, aujourd’hui symbole d’une société riche mais égalitaire, sert à illustrer le premier cavalier, la guerre, moteur du spectaculaire retournement des inégalités japonaises à partir de la fin des années 1930 : une des sociétés les plus inégalitaires du monde devient l’une des plus égalitaires, par suite des destructions, de l’étatisation de l’économie de guerre et de l’inflation. Surtout, le faible niveau d’inégalité se maintient dans les décennies qui suivent la fin de la guerre, en grande partie à la suite des réformes, financières et agraires, mises en œuvre par l’occupant américain : la nouvelle structure institutionnelle, conçue pour briser toute renaissance impériale, a comme effet secondaire de limiter l’accumulation de la richesse. Ce pays constitue l’exemple parfait du nivellement opéré dans les pays développés après les deux guerres mondiales. Comme d’autres l’ont déjà montré, la période de trente ans qui les entoure constitue un point de basculement vers des inégalités plus réduites, dans les pays développés du moins. La mobilisation, en hommes comme en matériel, exigé par ces conflits hors normes crée à la fois la nécessité de mesures d’exception (par exemple des impôts progressifs et très élevés) et le consensus nécessaire pour les adopter. Ainsi, la Suède – qui connait la mobilisation de masse sans souffrir directement des conséquences du conflit – constitue un exemple intéressant, selon Scheidel, de la façon dont la conscription universelle contribue à souder la population et appuie la demande d’une société plus équitable[[2]](#footnote-2).

Le second cavalier, la révolution, est en partie fils du premier et la raison pour laquelle les deux sont distingués n’est pas immédiatement claire – si ce n’est peut-être pour les besoins de la métaphore équestre. Là encore il s’agit essentiellement du XXe siècle où l’expropriation, la redistribution et la collectivisation (de la terre principalement) réduisent les inégalités dans de nombreux pays. À nouveau, le moteur de ces changements est la violence, plus ou moins élevée et plus ou moins latente. Sans la menace de violence ou sa mise en pratique directe, de telles réformes n’auraient jamais pu être menées à bien.

Le troisième cavalier est l’effondrement pur et simple des structures sociales, illustré par exemple par la fin de l’empire romain. Le mécanisme central ici est que les plus riches souffrent relativement plus de la crise, notamment parce qu’ils ont plus à perdre. Il s’agit d’un nivellement par le bas qui, proportionnellement, affecte plus les couches les plus élevés de la société.

Les grandes épidémies dans les sociétés pré-modernes sont le quatrième et dernier cavalier dont l’efficacité se situe dans un temps plus long que les autres à travers un changement des prix relatifs des facteurs de production : en diminuant la quantité de main d’œuvre relativement à l’actif principal (la terre), elles augmentent sa valeur (relativement à celle de la terre) et donc tendent à abaisser les inégalités de revenu. Cet effet, cependant, dépend des capacités de négociation des travailleurs et donc des institutions et des mécanismes d’ajustement des prix existants[[3]](#footnote-3).

Dans les quatre cas, il faut bien noter que toutes les violences – ou plus exactement, toutes les formes de violence – ne permettent pas de réduire les inégalités : les guerres avant l’époque modernes ne mobilisent pas suffisamment les sociétés, les révoltes pré-modernes se terminent dans un bain de sang non pour les riches mais pour les révoltés, la conquête d’un empire peut souvent conduire à un simple remplacement, voire une superposition, des anciennes élites par de nouvelles, etc. Dans de nombreux cas, la violence est un moyen d’accroître, plutôt que de diminuer, les inégalités. C’est un point important mais qui tend à brouiller un peu le propos général du livre.

Dans une dernière partie, Walter Scheidel se tourne, brièvement (une cinquantaine de pages sur les près de 450 de l’ouvrage), vers les formes plus pacifiques de réduction des inégalités pour les écarter les unes après les autres à l’aune de leurs effets trop modestes : réformes agraires (sans l’usage ou la menace de violence), crises économiques ou arrivée au pouvoir de la gauche (sans révolution) ne réduisent que très peu, voire pas du tout, les inégalités. Le même argument est d’ailleurs utilisé contre les préconisations actuelles, notamment celles qui passent par une réforme fiscale[[4]](#footnote-4). Simultanément, le livre met en avant un autre argument – plus important mais *in fine* trop peu étayé ou discuté – à savoir l’idée que les transformations sociales qui contribuent à réduire les inégalités (imposition, redistribution, etc.) ne parviennent à être mises en œuvre avec efficacité que sous la menace de la violence ou, ce qui revient au même, dans le prolongement d’une période de violence extrême. Pour prendre l’exemple du syndicalisme, Scheidel concède la capacité de travailleurs fortement syndiqués à réduire ou, au moins, limiter les inégalités de revenus mais affirme aussitôt que le développement du syndicalisme n’est qu’une conséquence des deux conflits mondiaux ; les taux de syndicalisation au XXe siècle n’étant élevé que juste après les guerres (p. 167).

Mesurer et réduire les inégalités

Au final, il est difficile de ne pas admirer la masse de travail et d’érudition mobilisée dans cet ouvrage. Le nombre de travaux documentés comme la multitude des pistes évoquées pour répondre à une question sont impressionnants. On reste toutefois quelque peu déçu, ou perplexe, par le caractère limité, et simpliste, de la question elle-même. Résumer les inégalités de l’âge de pierre au XXIe siècle, comme l’annonce fièrement le sous-titre, par quelques indicateurs synthétiques (le « coefficient de Gini » et la part de richesses détenue par les 1% les plus aisés) soulève plus de problèmes qu’elle n’apporte de réponses.

La difficulté n’est pas tant –ou pas seulement– celle de la mesure ou de la dissymétrie des preuves entre différentes périodes historiques que celle de rendre commensurables des périodes et des épisodes historiques qui, par essence, ne le sont pas. L’histoire totale, dans le temps et l’espace, nécessite évidemment un peu de « souplesse » dans les concepts et les méthodes[[5]](#footnote-5) mais, ainsi étirée à l’extrême, elle court le risque de ne plus dire grand-chose. À mettre sur le même plan toutes les périodes historiques, l’ouvrage réduit sans doute beaucoup trop la complexité des sociétés humaines, les rapports de pouvoir qui les sous-tendent, les processus historiques et sociaux qui les façonnent : que les riches sénateurs de l’Empire romain (début du premier millénaire de l’ère chrétienne), les fonctionnaires Tang (VIIe siècle) ou les nobles européens à l’aube de la grande peste noire (XIIe siècle) s’accaparent une part du revenu de leur pays respectif comparable à celle des plus riches banquiers de Wall Street ou investisseurs de la Silicon Valley aujourd’hui en dit peu sur ce que cette richesse permet de faire (que l’on songe par exemple aux connaissances médicales dans ces différents époques et contextes), sur sa composition (de la terre, des esclaves ou des portefeuilles d’action) et donc, *in fine*, masque les pratiques et structures sociales qui l’encadrent, la modèlent ou en contraignent l’usage.

La seconde difficulté que pose cette grande compression de l’histoire tient à la faiblesse du modèle explicatif et des mécanismes présentés. L’auteur prend soin de ne pas simplifier les différents cas et présente avec finesse les mécanismes particuliers à chaque situation ; c’est là, redisons-le, l’une des grandes qualités de l’ouvrage. Mais, simultanément, la diversité de ces mécanismes disparait dans le récit complet, centré et concentré sur la seule idée de la violence comme explication à la baisse des inégalités. C’est particulièrement net pour le XXe siècle qui, pour des raisons évidentes (notamment de qualité et d’abondance des sources), occupe une place centrale dans la démonstration : une lecture possible de l’histoire des inégalités au XXe siècle est que des chocs violents et massifs – des guerres mondiales – sont nécessaires pour faire accepter par les élites des changements sociaux susceptibles de réduire (durablement) les inégalités. Mais ce n’est qu’une lecture possible et la question de la causalité entre la première guerre mondiale, l’essor de l’État providence ou le développement du mouvement ouvrier, pour ne citer que quelques-uns des bouleversements de cette période, reste ouverte[[6]](#footnote-6).

Dans les deux cas, on touche aux limites de l’idée, exploitée à l’extrême ici, de l’histoire comme un vaste réservoir d’expériences (« naturelles » disent aujourd’hui les économistes[[7]](#footnote-7)) interchangeables et comparables dans lequel il n’y aurait qu’à se servir pour comprendre le monde et les sociétés humaines.

Publié dans laviedesidees.fr, le 7 janvier 2019.

1. C’est-à-dire des moyens de production qui puissent être à la fois protégés du vol et grâce auxquels il est possible d’obtenir, de façon prévisible, un surplus : « *productive assets that could be defended against encroachment and from which owners could draw a surplus in predictable manner.* » (p. 33). [↑](#footnote-ref-1)
2. Cette idée de la conscription comme un moment de symbiose entre groupes sociaux est cependant discutable. Pour une critique dans le cas de la France voir Nicolas Mariot, *Tous unis dans la tranchée? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple.* L’univers Historique. Paris: Seuil, 2013. [↑](#footnote-ref-2)
3. « *Microbes and markets had to operate in tandem to compress inequality* » (p. 292). [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir par exemple l’ouvrage récent d’Anthony Atkinson, *Inégalités (Inequality. What Can Be Done ?),* Seuil 2016. [↑](#footnote-ref-4)
5. « *Global history is simply impossible unless we are prepared to stretch. This book is an attempt to do just that.* » (p. 17). [↑](#footnote-ref-5)
6. C’est l’un des arguments que l’on retrouve dans la discussion de cet ouvrage organisée par le centre de recherche sur la population de Berkeley (<https://vimeo.com/215953160>) et notamment par Emmanuel Saez lorsqu’il mentionne le gouvernement comme « cinquième cavalier ». [↑](#footnote-ref-6)
7. Pour une présentation détaillée et critique de ce nouveau courant, présent notamment chez les économistes, voir : Sacha Bourgeois-Gironde et Éric Monnet, « Expériences Naturelles et Causalité En Histoire Économique : Quels Rapports à La Théorie et à La Temporalité ? » *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 72 (04): 1087–1116, 2017. [↑](#footnote-ref-7)